IACE

POLICY BRIEF

Sécurité énergétique de la Tunisie : construire des marges de manœuvre dans l'interdépendance

Résumé exécutif

La sécurité énergétique de la Tunisie ne peut plus se penser comme une simple question d'accès au pétrole et au gaz. Le choc d'offre de 2026 autour du détroit d'Ormuz et la dynamique de la transition énergétique déplacent les vulnérabilités vers le gaz naturel liquéfié, les réseaux électriques, le numérique et les matériaux critiques. Pour la Tunisie, l'enjeu central est de construire des marges de manœuvre dans l'interdépendance.

Ce policy brief répond à deux questions : dans quelle mesure la transition énergétique et la polycrise conditionnent-elles les orientations énergétiques de la Tunisie (Q1) ? Comment hiérarchiser les choix et mobiliser les partenaires pour en faire des leviers de souveraineté, de compétitivité et de positionnement (Q2) ?

La réponse tient en deux propositions. La géopolitique conditionne fortement les choix énergétiques, mais ne les dicte pas : elle doit éclairer la décision politique, non s'y substituer. La Tunisie doit en conséquence passer d'un modèle de pays de transit, fondé sur la rente du gaz algérien, à un modèle de pays-plateforme qui crée de la valeur par ce qu'il produit, relie et transforme. Quatre orientations sont proposées : accélérer la transition nationale, diversifier pour réduire la vulnérabilité, convertir la position géographique en valeur, et renforcer la gouvernance et la diplomatie énergétiques.

La géopolitique conditionne-t-elle la stratégie énergétique d'un pays ?

Depuis 1945, chaque grande crise énergétique est née d'un événement politique ou militaire qui a contraint l'offre d'hydrocarbures. C'est pourquoi la sécurité énergétique a d'abord été pensée comme une question pétrolière, et pourquoi les stratégies nationales ont été réécrites après chacune de ces crises.

Année	Événement déclencheur	Énergie touchée en premier
2026	Guerre et crise du détroit d'Ormuz	Pétrole et GNL du Golfe
2022	Invasion de l'Ukraine par la Russie	Gaz naturel en Europe
1990	Invasion du Koweït par l'Irak	Pétrole
1979	Révolution iranienne	Pétrole
1973	Embargo des pays arabes producteurs après la guerre d'octobre	Pétrole

Les deux dernières crises marquent un basculement : le gaz devient, comme le pétrole, un instrument de puissance et de négociation. Pour un pays dont l'électricité dépend presque entièrement du gaz, comme la Tunisie, ce déplacement est décisif.

Pourquoi elle conditionne

L'énergie n'est pas une marchandise ordinaire. Le pétrole, et désormais le gaz et les technologies de la transition, portent une forte charge diplomatique et militaire. Les grandes crises énergétiques depuis la Seconde Guerre mondiale sont toutes nées de contraintes d'approvisionnement, et le choc de 2026 en offre une nouvelle illustration. Le conditionnement géopolitique s'exerce par quatre canaux.

Canal	Mécanisme	Illustration de l'auteur
Approvisionnements et routes	La dépendance à un couloir ou à un fournisseur expose le pays aux ruptures qu'il ne maîtrise pas	Ormuz, couloir unique pour le Golfe ; pour la Tunisie, rente et dépendance liées au gaz algérien
Prix	Les marchés réagissent aux décisions militaires et diplomatiques, et les chocs se transmettent aux budgets et aux entreprises	Prix du pétrole et du gaz oscillant au rythme des annonces de guerre et de cessez-le-feu en 2026
Décisions des partenaires	Les choix d'un grand acteur redessinent les options des autres	Interdiction du gaz russe par l'UE, qui renforce la demande européenne de gaz sûr et proche (Algérie, Libye, Égypte, Norvège)
Technologies et matériaux	La transition déplace la dépendance de l'extraction vers le raffinage, les composants et les métaux	Domination chinoise du raffinage des matériaux critiques ; dépendance des semi-conducteurs à l'hélium du Qatar

Pourquoi elle ne dicte pas

Une même contrainte peut se lire comme un risque ou comme une opportunité. La recomposition des flux gaziers fragilise les pays importateurs, mais elle ouvre aussi aux pays du Sud de la Méditerranée un rôle accru dans l'approvisionnement de l'Europe. À l'inverse, être situé sur une route énergétique stratégique ne garantit pas la souveraineté : la position ne vaut que par ce que le pays en fait.

La marge de décision réside dans la souveraineté, entendue comme la capacité politique à orienter les choix structurants : mix énergétique, infrastructures, stocks, règles de marché, filières industrielles, formation et R&D. La géopolitique doit éclairer cette décision, non s'y substituer.

La Tunisie : une exposition structurelle

La Tunisie cumule trois des expositions décrites ci-dessus : un fournisseur gazier dominant, une électricité produite presque exclusivement au gaz, et une dépendance qui s'aggrave. À fin juillet 2026, deux tiers de ses besoins en énergie primaire étaient couverts par des ressources extérieures, et le déficit commercial énergétique progressait de 29 % sur un an.

Indicateur	Valeur	Période
Taux de dépendance énergétique	66 % (73 % hors redevance gazière) ; 63 % un an plus tôt	Fin juillet 2026
Déficit du bilan d'énergie primaire	3,8 Mtep (+9 %)	Fin juillet 2026
Déficit commercial énergétique	8,27 MD (+29 %)	Fin juillet 2026
Redevance en nature sur le gaz algérien en transit	396 ktep (−21 %)	Fin juillet 2026
Achats d'électricité à l'Algérie et à la Libye	1 358 GWh, soit 10 % des besoins	Fin juillet 2026
Part du gaz naturel dans la production électrique	90,8 %	Fin juin 2026
Part des renouvelables dans la production électrique	9,2 % (objectif : 35 % en 2030)	Fin juin 2026

La rente de transit est elle-même un facteur géopolitique. Le gazoduc Transmed, d'une capacité de 33,5 milliards de m^3 par an, traverse 370 km de territoire tunisien entre l'Algérie et la Sicile ; la Tunisie perçoit une redevance de 5,25 à 6,75 % du gaz transitant, en nature ou en devises, soit 1,828 milliard de dinars (600 millions de dollars) en 2022. Cette rente dépend de décisions prises à Alger et à Rome : la même source rapporte l'annonce, en mars 2026, d'un renforcement des livraisons de gaz algérien à l'Italie, mais

aussi des spéculations de presse, non confirmées, sur une mise en concurrence du Transmed par le projet de gazoduc transsaharien (TSGP).

Les projets qui redessinent la position tunisienne

Trois projets d'infrastructure placent la Tunisie au cœur de la recomposition énergétique euro-méditerranéenne. Ils illustrent le passage possible d'un pays de transit à un pays-plateforme, mais aussi la dépendance de ce passage à des décisions et à des financements extérieurs.

Projet	Contenu	Calendrier
ELMED (Tunisie – Italie)	Interconnexion électrique sous-marine en courant continu, 600 MW bidirectionnels, environ 220 km entre Mlaabi (Cap Bon) et Partanna (Sicile) ; coût d'environ 850 M€, dont plus de 307 M€ du mécanisme européen CEF ; STEG et Terna	Mise en service prévue en 2028
SoutH2 Corridor	Corridor d'hydrogène d'environ 3 300 km vers l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne ; capacité annoncée de plus de 4 Mt d'hydrogène renouvelable par an depuis l'Afrique du Nord ; déclaration d'intention signée à Rome en janvier 2025 par la Tunisie, l'Algérie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne	Début des années 2030
Transmed (existant)	Gazoduc Algérie – Tunisie – Italie, 33,5 milliards de m³/an de capacité, 26,5 milliards de m³ transportés en 2022	En service

La stratégie nationale de l'hydrogène, publiée en mai 2024, vise une exportation de 6 Mt d'hydrogène vert à l'horizon 2050.

Ce que cela implique pour la Tunisie

Pour la Tunisie, la question n'est pas d'échapper à la géopolitique, mais de construire des marges de manœuvre dans l'interdépendance. Les deux parties qui suivent en précisent les termes : la Q1 analyse comment la transition et la polycrise pèsent sur les orientations tunisiennes ; la Q2 examine comment hiérarchiser les choix et mobiliser les partenaires pour transformer ces contraintes en leviers.

Une sécurité énergétique à redéfinir

La sécurité énergétique est un concept stratifié. Elle ne se réduit ni à la disponibilité physique, ni au prix, ni au taux d'indépendance. Elle couvre la continuité des approvisionnements, l'abordabilité, la vulnérabilité des infrastructures, l'exposition aux chocs géopolitiques, les dépendances industrielles, les compétences, la capacité de décision publique et la résilience des systèmes.

La formule d'André Giraud, ancien ministre français de l'Industrie, résume l'enjeu : le pétrole est « une matière première à fort contenu diplomatique et militaire, avec une valeur fiscale indéniable et accessoirement un pouvoir calorifique ». Ce qui vaut pour le pétrole vaut désormais pour le gaz et pour les technologies de la transition.

Notion	Ce qu'elle recouvre
Souveraineté	Capacité politique à orienter les choix structurants : mix, infrastructures, stocks, règles de marché, filières industrielles, formation et R&D
Sécurité énergétique	Cadre le plus englobant, portant sur l'ensemble des systèmes vitaux ; capacité des systèmes énergétiques à maintenir les services essentiels malgré une perturbation
Autonomie	Marges de manœuvre dans l'interdépendance : diversification, routes alternatives, substitution, stockage
Résilience	Absorber un choc, fonctionner en mode dégradé, rétablir l'essentiel, se transformer
Indépendance	Concept étroit : part de la production domestique dans la consommation nationale ; muet sur les technologies, capitaux, composants, logiciels et métaux

Cette grille fonde la suite de l'analyse : un taux d'indépendance élevé ne garantit pas la sécurité si les technologies, les composants ou les métaux restent sous dépendance extérieure.

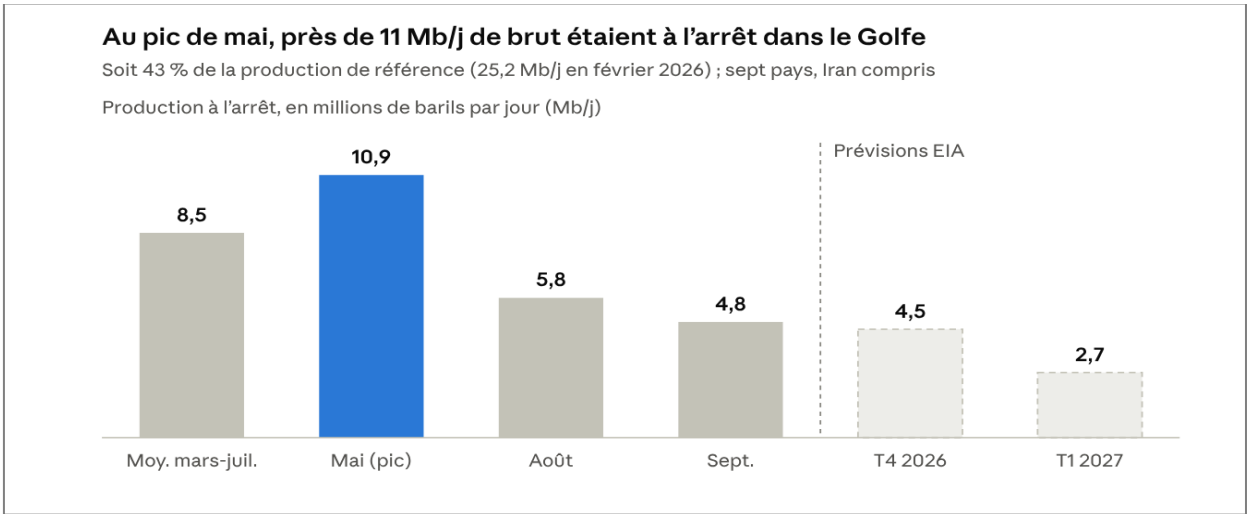
Q1 — Transition et polycrise : ce qui conditionne les choix tunisiens

Le choc de 2026 : le gaz, maillon faible

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les grandes crises énergétiques (1973, 1979, 1990, 2022, 2026) sont nées de chocs d'offre d'hydrocarbures. La sécurité énergétique a donc longtemps été perçue comme une question pétrolière, dans un mix mondial encore dominé à plus de 80 % par les énergies fossiles.

Le choc de 2026 est présenté comme le plus important de l'histoire énergétique : un cinquième du pétrole et du GNL mondiaux, ainsi que la capacité de réserve de l'OPEP concentrée en Arabie saoudite, aux Émirats et au Koweït, se trouvaient derrière le détroit d'Ormuz. Les stocks mondiaux ont reculé de 509 millions de barils entre fin février et fin septembre, malgré la mobilisation de 400 millions de barils de stocks d'urgence (AIE). La marge de sécurité qui fondait la confiance depuis le contre-choc des années 1980 s'est révélée inopérante.

Graphique 1 : Production de pétrole brut à l'arrêt dans les pays du Golfe, mars 2026 – premier trimestre 2027 (Mb/j)

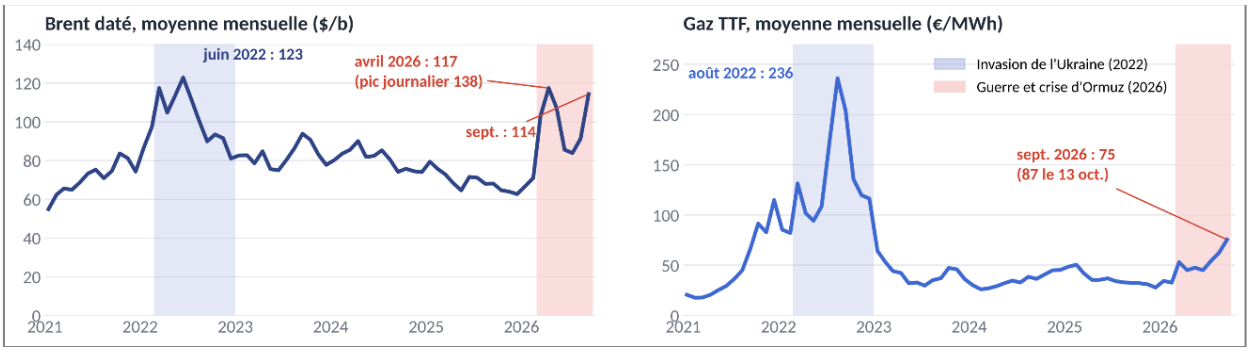


Source : EIA, STEO d'octobre 2026

Selon les prévisions de l'EIA, la production à l'arrêt reviendrait à 2,7 Mb/j au premier trimestre 2027 : le retour à la normale serait progressif et non immédiat.

Le pétrole retrouve presque ses volumes d'avant-guerre, mais pas le GNL. Les flux de GNL du Golfe restaient début octobre à plus de 75 % sous leur niveau d'avant-guerre ; l'offre de GNL du Qatar et des Émirats recule de 45 % en 2026 (AIE). Le TTF, entre 28 et 40 €/MWh avant la guerre, est monté à 75 €/MWh à la reprise des hostilités le 31 août, puis à 80 €/MWh. Goldman Sachs estime qu'une normalisation seulement graduelle des exportations du Moyen-Orient jusqu'en 2027 pourrait porter le TTF de décembre au-dessus de 100 €/MWh. Le Brent à terme s'établissait à 110 $/b le 16 octobre, après un record du Brent daté à 138 $/b le 7 avril.

Graphique 2 : Brent daté ($/b) et gaz TTF (€/MWh), moyennes mensuelles 2021-2026



Le choc de 2022 a d'abord frappé le gaz européen (236 €/MWh en août 2022), celui de 2026 frappe simultanément le pétrole et le gaz.

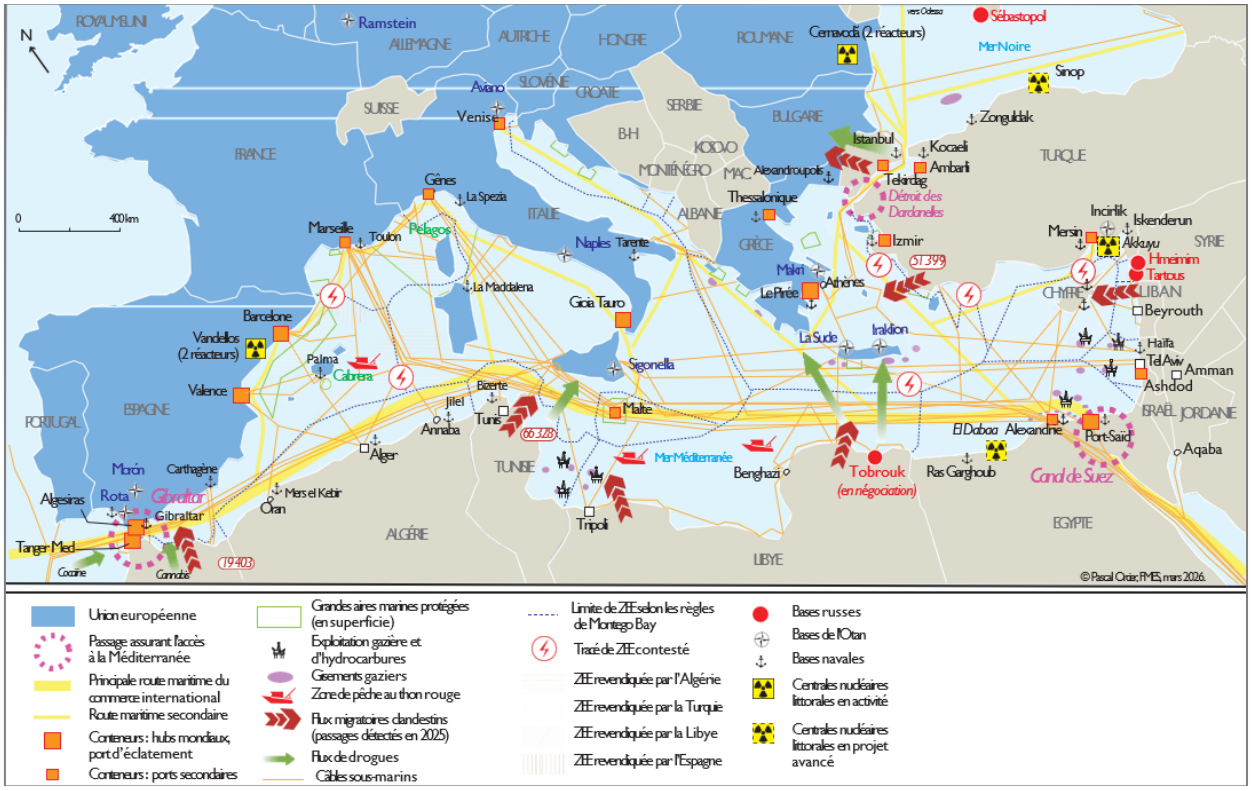
Quatre lignes de fracture qui se combinent

Le gaz redevient, comme le pétrole, un instrument de puissance et de négociation. Quatre lignes de fracture mondiales se cumulent.

Zone	Ligne de fracture
Golfe	Ormuz, Qatar, Émirats : l'approvisionnement mondial dépend d'un seul couloir maritime
Russie – Europe	Interdiction du gaz russe par l'UE : fin des contrats GNL court terme (25 avril 2026), des contrats GNL long terme (1er janvier 2027) et du gaz par gazoduc (30 septembre 2027)
Asie	Concurrence avec l'Europe pour chaque cargaison de GNL ; le spot asiatique a atteint environ 22 $/MMBtu
États-Unis	Production de brut en hausse (environ 13,9 Mb/j en 2026) et exportations de GNL croissantes (EIA)

Il en résulte une demande européenne de gaz sûr et proche qui restera très forte (Algérie, Libye, Égypte, Norvège). La Méditerranée se retrouve au cœur de cette géopolitique : espace de coopération et de compétition, carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, où se croisent gaz, électricité, renouvelables, infrastructures et hydrogène bas carbone. Mais être sur une route énergétique stratégique ne garantit pas la souveraineté.

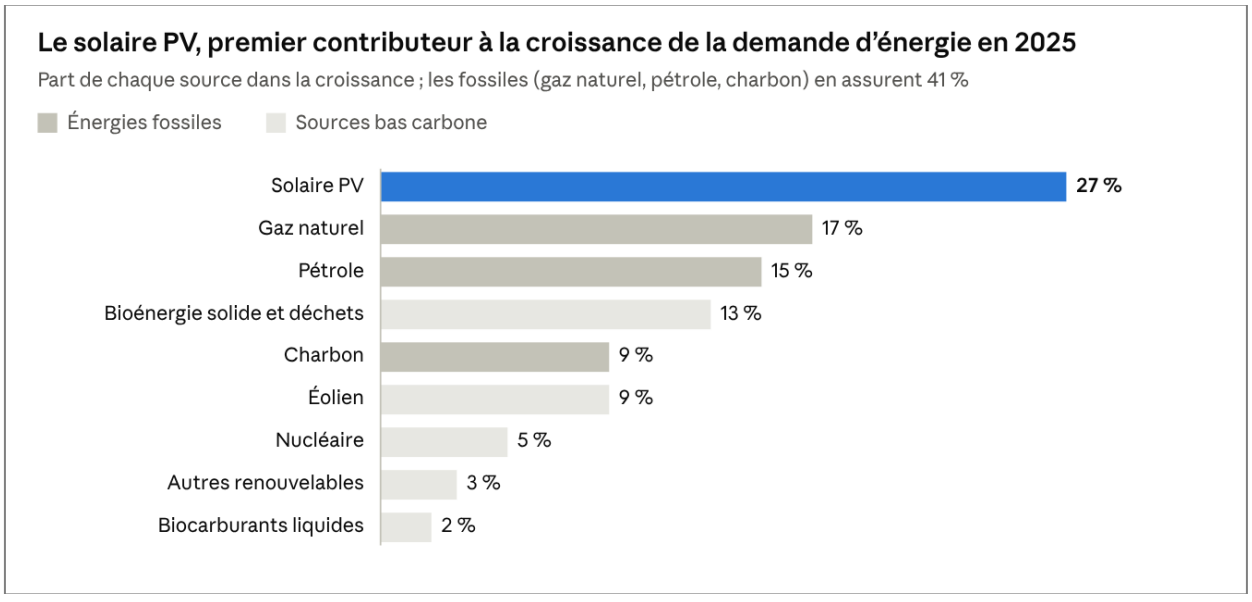
Graphique 3 : Carte de la Méditerranée, espace de routes maritimes, de câbles sous-marins, de gisements gaziers, de ZEE contestées et de bases militaires



La transition déplace les vulnérabilités

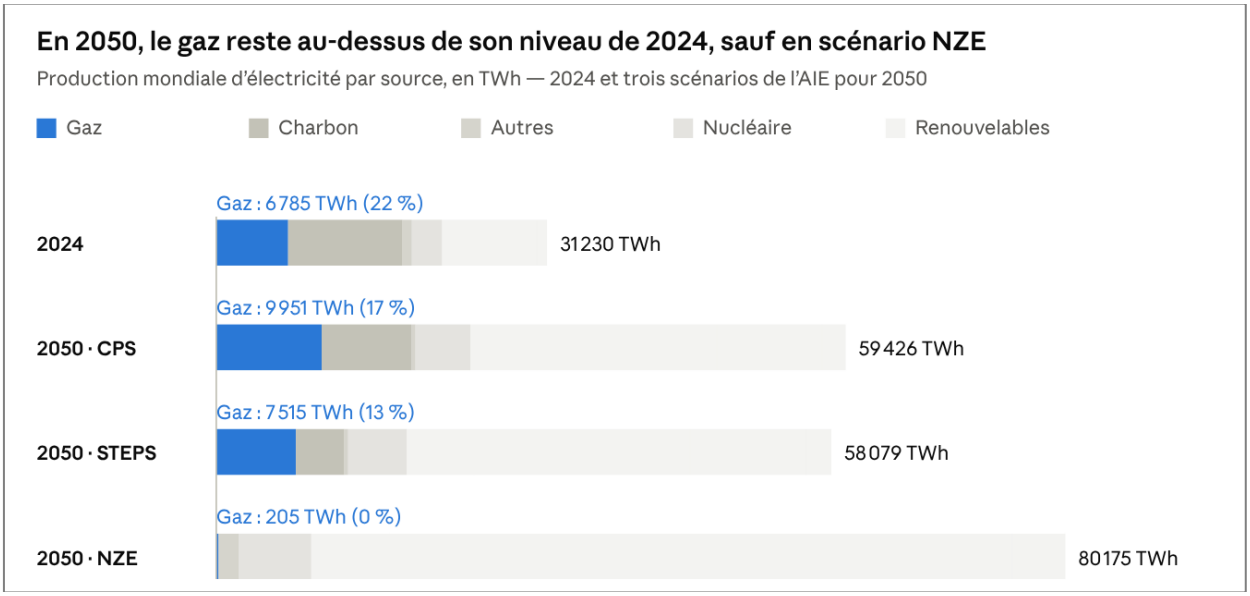
La transition vise un monde largement décarboné en 2050, fondé sur les renouvelables, le nucléaire et l'électrification des usages, soit 24 ans pour réussir. Le solaire photovoltaïque devient le premier contributeur à la croissance de la demande énergétique (27 %), devant le gaz naturel (17 %) et le pétrole (15 %). La demande d'électricité croît fortement, tirée par les véhicules électriques et les centres de données : 11 033 centres en 2025, dont 4 165 aux États-Unis, pour une consommation comparable à celle de la France.

Graphique 4 : Le solaire photovoltaïque, premier moteur de la croissance de la demande mondiale d'énergie en 2025



Source : AIE (CC BY 4.0)

Graphique 5 : Évolution de la production mondiale d'électricité à partir du gaz à l'horizon 2050 selon les scénarios de l'AIE

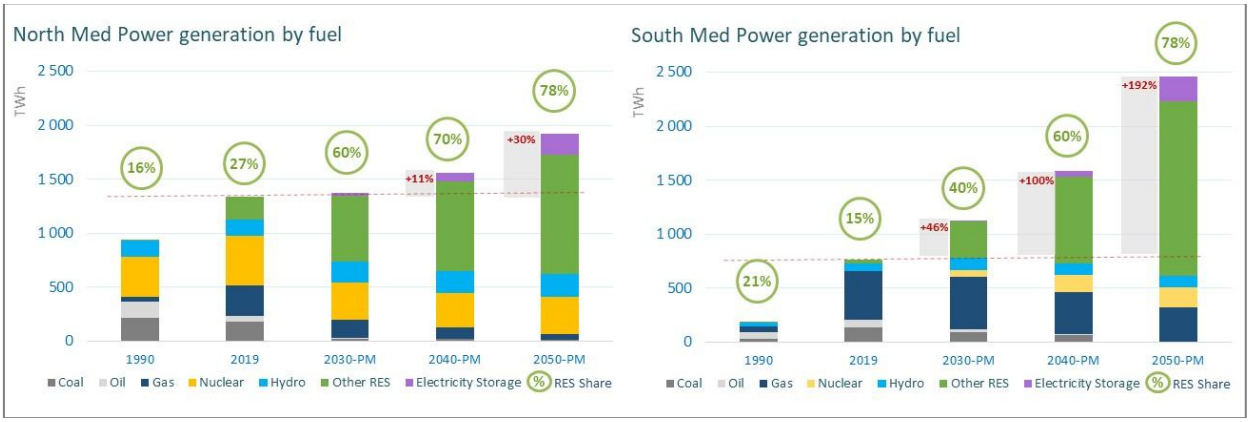


Note : CPS : politiques actuelles ; STEPS : politiques annoncées ; NZE : zéro émission nette.
Source : AIE, WEO 2025

Dans tous les scénarios, la production d'électricité se décarbone et croît fortement d'ici 2050. Mais le gaz ne disparaît du mix électrique mondial que dans le scénario zéro émission nette : la transition ne règle donc pas, à elle seule, la question de la sécurité gazière.

En Méditerranée, selon l'OME (MEP 2025), les renouvelables augmenteraient de 30 % au Nord et tripleraient au Sud d'ici 2050. Le gaz continuerait à jouer un rôle dans la production électrique du Sud, et le stockage représenterait environ 10 % des capacités installées et de la production. La comparaison des capacités installées doit tenir compte des facteurs de charge, très inférieurs pour le solaire et l'éolien à ceux du nucléaire.

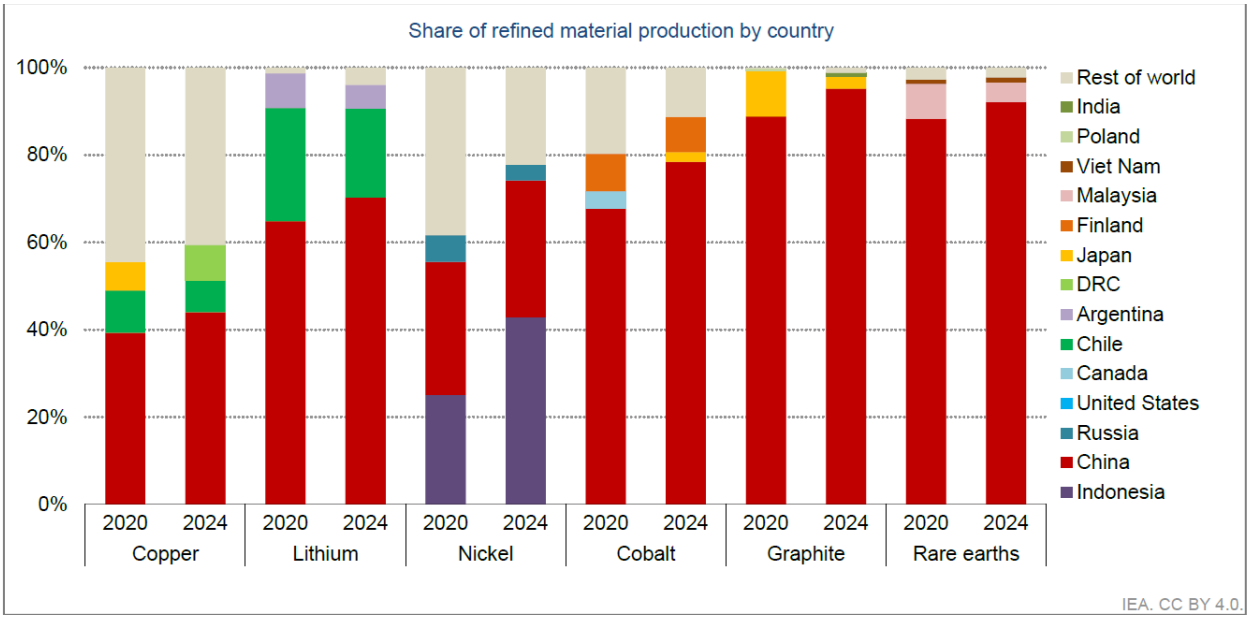
Graphique 6 : Production électrique par source au Nord et au Sud de la Méditerranée, 1990-2050 (TWh) et part des renouvelables



Source : OME, Mediterranean Energy Perspectives 2025. Au Sud, la production triplerait (+192 % en 2050 par rapport à 2019) et la part des renouvelables passerait de 15 % à 78 %.

La géopolitique de l'énergie se déplace ainsi de l'extraction vers le raffinage et les matériaux critiques. Ces chaînes sont souvent plus concentrées que celles des hydrocarbures, et la Chine domine le raffinage de nombreuses matières premières critiques. L'hélium illustre ces dépendances croisées : le Qatar en est le deuxième producteur mondial, la Corée en reçoit 64,7 % du Qatar, et les semi-conducteurs représentent 25 % de son utilisation. Sans hélium, pas de semi-conducteurs, et donc pas d'intelligence artificielle.

Graphique 7 : Part de la production raffinée par pays (cuivre, lithium, nickel, cobalt, graphite, terres rares), 2020 et 2024



Source : AIE, CC BY 4.0.
La Chine (en rouge) dépasse 90 % pour le graphite et les terres rares en 2024 ; l'Indonésie domine le nickel.

Vulnérabilité	Nature du risque	Exemples cités
Équilibre du réseau	Renouvelables variables : réseau à renforcer, flexibilité et stockage à déployer	Brésil 2023 : une perte rapide d'éolien contribue à un blackout touchant près d'un tiers de la puissance du réseau
Interconnexions	Utiles pour équilibrer production et consommation, mais vecteurs d'instabilité et de propagation des crises	Norvège 2022, Finlande 2022, péninsule ibérique 2025, Tunisie 2026
Digitalisation	Smart grids, véhicules électriques, pompes à chaleur, batteries : autant de points d'entrée cyber	—
Matériaux critiques	Cuivre, lithium, nickel, cobalt, graphite, terres rares : chaînes très concentrées, surtout au raffinage	Domination chinoise du raffinage

Le paradoxe du couplage

Changement climatique, crises économiques et poids de la dette, cyberattaques, sabotages et conflits géopolitiques mettent à l'épreuve les énergies fossiles comme les renouvelables. Optimisation et interconnexions procurent d'importants gains en période de stabilité, mais deviennent des sources de vulnérabilité en période d'instabilité. La réponse à la Q1 est donc nuancée : la transition et la polycrise conditionnent fortement les orientations tunisiennes, sans les dicter. La réussite de la transition se mesurera autant à la valeur industrielle créée dans le pays qu'aux volumes d'énergie produits ou exportés.

Q2 — Hiérarchiser les choix et mobiliser les partenaires

Une transition engagée, mais centrée sur les filières matures

La Tunisie est passée d'une politique de l'offre, structurée dès 1960 autour de la STEG, de la SNDP et de la STIR, puis de l'ETAP (1972), à une politique volontariste de maîtrise de l'énergie, avec la création de l'ANME en 1985. Face au déficit énergétique, le pays s'est engagé dans un processus de transition fondé sur quatre piliers : la réforme des subventions, la mise en place du Fonds de transition énergétique (FTE), le développement des renouvelables et un plan d'actions d'efficacité énergétique.

Le Débat national de 2013 a posé les nouveaux défis du secteur : intensification de la dépendance énergétique, flambée des prix du pétrole, enjeux environnementaux et subvention atteignant des niveaux insupportables pour le budget de l'État (3,7 MD en 2013). Le cadre légal a suivi : loi sur la production d'électricité à partir des renouvelables (mai 2015), décret d'application du FTE (n° 2017-983 du 26 juillet 2017), amendement de la loi et décret n° 2020-105. La stratégie énergétique à l'horizon 2030 a été prolongée par une nouvelle stratégie à l'horizon 2035.

Les actions ont porté essentiellement sur les domaines prioritaires et les filières matures, où la mobilisation des ressources est relativement facile : environ 230 contrats-programmes d'efficacité énergétique dans l'industrie, une trentaine dans le tertiaire et une vingtaine dans les transports.

Oser la rupture : du pays de transit au pays-plateforme

Le modèle actuel est celui d'un pays de transit : une rente liée au passage du gaz algérien, adossée à un contrat à échéance et à une dépendance envers un fournisseur unique. Le modèle à construire est celui d'un pays-plateforme, qui crée de la valeur par ce qu'il produit, relie et transforme, et non seulement par ce qui le traverse.

Le modèle pays-plateforme repose sur trois composantes : des interconnexions (gaz, électricité, nouveaux vecteurs) ; une production renouvelable et nucléaire adossée à des filières industrielles locales ; et l'accueil d'activités énergivores comme les centres de données, sous conditions.

Les partenariats industriels, levier de la transition

La mobilisation des partenaires s'organise autour de quatre leviers. Les renouvelables, l'efficacité énergétique et le stockage permettent de produire localement, de stabiliser le réseau et de réduire l'exposition au gaz. Les réseaux et interconnexions sécurisent l'approvisionnement et ouvrent l'accès aux marchés européens. Les filières industrielles permettent de capter la valeur par le transfert de technologie, la sous-traitance et les emplois qualifiés. Les compétences et la R&D, enfin, permettent de former, de rechercher et de gouverner ensemble des projets franco-méditerranéens.

Recommandations : quatre orientations prioritaires

1. Accélérer la transition énergétique et engager une stratégie de rupture à long terme

La priorité est de passer de l'ambition à l'exécution. La Stratégie énergétique à l'horizon 2035 doit se traduire par des projets concrets, des investissements mobilisés, un calendrier d'exécution crédible et des responsabilités clairement définies. Mais au-delà de cet horizon, la Tunisie doit engager une réflexion stratégique de plus long terme, capable de dépasser les trajectoires actuelles et de repenser en profondeur son modèle énergétique.

Cette transformation suppose d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, de moderniser les réseaux électriques, de développer les capacités de stockage, de renforcer l'efficacité énergétique et de mieux maîtriser la demande. Elle implique également d'évaluer, sur des bases économiques, techniques et réglementaires rigoureuses, la contribution potentielle de nouvelles options technologiques, notamment le nucléaire, dans une perspective de diversification du mix énergétique à long terme.

L'enjeu n'est pas uniquement de produire davantage d'énergie décarbonée, mais de garantir une énergie disponible, compétitive et fiable pour les ménages et les entreprises. Cela nécessite de lever les obstacles réglementaires, d'accélérer les projets, de sécuriser les financements et de renforcer les capacités du réseau à intégrer une part croissante de production renouvelable.

La transition énergétique doit ainsi être considérée comme une politique de compétitivité et de transformation productive, et non comme un objectif environnemental isolé. La réduction de la facture énergétique, la sécurisation de l'approvisionnement et l'accès à une énergie compétitive constituent des

conditions essentielles pour soutenir l'investissement productif, renforcer l'industrie et améliorer l'attractivité économique du pays.

2. Diversifier les partenariats pour réduire les vulnérabilités et préserver la souveraineté de décision

Dans un environnement marqué par les rivalités géopolitiques, les tensions sur les marchés et la recomposition des alliances énergétiques, la Tunisie doit éviter que ses contraintes d'approvisionnement ne se transforment en dépendances stratégiques durables.

Les relations avec l'Algérie, l'Italie, la Libye et l'Union européenne doivent être inscrites dans une approche cohérente de diversification et d'équilibre. Il s'agit de consolider les coopérations existantes, tout en élargissant les options disponibles en matière d'approvisionnement, d'infrastructures, de technologies, de financement et d'interconnexions électriques. La diversification des partenaires ne signifie pas multiplier les accords sans cohérence, mais disposer de plusieurs options crédibles afin de renforcer la capacité de négociation du pays.

Cette orientation suppose de distinguer les complémentarités économiques des rapports de dépendance. Les relations énergétiques avec l'Algérie, essentielles à la sécurité de l'approvisionnement, doivent s'accompagner d'une politique active de réduction de la vulnérabilité structurelle de la Tunisie. Le partenariat avec l'Italie et l'Union européenne peut ouvrir des perspectives en matière d'interconnexions, d'investissements et de technologies bas carbone, à condition que les projets répondent également aux besoins du marché national. La coopération avec la Libye peut, quant à elle, contribuer à développer des complémentarités régionales, sous réserve de conditions politiques, institutionnelles et sécuritaires favorables.

La Tunisie doit ainsi passer d'une logique de dépendance subie à une logique d'interdépendance maîtrisée. Chaque partenariat devrait être évalué à l'aune de sa contribution à la sécurité énergétique, à la compétitivité économique, au transfert de compétences et à la création de valeur locale. La souveraineté énergétique ne signifie pas l'autarcie : elle repose sur la capacité de choisir ses partenaires, de négocier ses conditions et de préserver ses marges de décision.

3. Transformer l'avantage géographique en valeur économique et industrielle

La position de la Tunisie au carrefour de l'Europe, du Maghreb et de la Méditerranée constitue un avantage potentiel, mais elle ne représente pas en elle-même un avantage économique acquis. La proximité des marchés européens, l'accès aux ressources renouvelables et la possibilité de développer des interconnexions ne produiront des retombées durables que si le pays se dote des infrastructures, des financements, du cadre réglementaire et des compétences nécessaires.

L'objectif doit être de faire de la transition énergétique un levier d'industrialisation, de montée en gamme et d'attraction des investissements productifs. Cela implique de favoriser l'implantation d'activités industrielles compétitives, de développer les chaînes de valeur locales, de renforcer les capacités technologiques nationales et de créer des emplois qualifiés. Les projets énergétiques doivent être appréciés non seulement en fonction des volumes d'énergie produits ou exportés, mais également selon leur contribution à la valeur ajoutée nationale, à la productivité et au développement du tissu économique.

L'hydrogène vert illustre particulièrement cet enjeu. Avant de faire de l'exportation une finalité, la Tunisie doit identifier les usages industriels susceptibles de créer le plus de valeur sur son territoire : décarbonation de certaines activités industrielles, production de dérivés tels que l'ammoniac vert, ou approvisionnement de secteurs pour lesquels l'électrification directe est difficile. Le développement de cette filière doit reposer sur une évaluation réaliste des coûts, de la disponibilité de l'eau, des besoins en électricité renouvelable, des infrastructures de transport et de stockage, ainsi que de la demande solvable.

L'exportation peut constituer un débouché pertinent, mais elle ne doit pas conduire à mobiliser des ressources rares au détriment des besoins nationaux ni à limiter la Tunisie à un rôle de fournisseur d'énergie ou de matières premières. La priorité est de construire une chaîne de valeur dans laquelle le territoire tunisien capte une part significative des bénéfices économiques, industriels et technologiques.

4. Renforcer la gouvernance énergétique et faire de la diplomatie un instrument de souveraineté économique

La réussite de la transition énergétique dépend autant de la qualité des décisions publiques que des ressources financières et technologiques mobilisées. Elle exige une gouvernance capable d'inscrire les choix énergétiques dans la durée, de garantir la cohérence entre les politiques publiques et d'assurer la continuité des projets au-delà des échéances institutionnelles.

La Tunisie doit renforcer la coordination entre les acteurs publics, les entreprises, les investisseurs, les institutions de recherche et les partenaires internationaux. Cela suppose une clarification des responsabilités, une meilleure prévisibilité réglementaire, des mécanismes de suivi des projets et une évaluation régulière des résultats obtenus. La transparence des procédures, la stabilité des règles et la crédibilité des engagements publics sont indispensables pour réduire les risques perçus par les investisseurs et faciliter la mobilisation de financements à long terme.

Parallèlement, la diplomatie énergétique doit devenir un instrument à part entière de la politique économique extérieure. La négociation des accords d'approvisionnement, des interconnexions, des projets d'hydrogène et des financements internationaux doit s'appuyer sur une vision nationale claire des intérêts à défendre, des concessions acceptables et des retombées attendues. La capacité de négociation dépend également de l'expertise technique, juridique et économique mobilisée par le pays, ainsi que de sa faculté à anticiper les évolutions des marchés et les rapports de force internationaux.

Enfin, la gouvernance énergétique doit intégrer une dimension prospective : scénarios de demande, risques géopolitiques, évolution des technologies, coûts des différentes options et conséquences sur la compétitivité des entreprises. La Tunisie doit se donner les moyens d'anticiper les transformations plutôt que de les subir. La continuité stratégique, la qualité de l'expertise et la capacité à transformer les engagements internationaux en résultats concrets seront déterminantes pour renforcer sa souveraineté énergétique.

Conclusion

La géopolitique de l'énergie constitue un champ de forces qui contraint les choix de la Tunisie sans déterminer irréversiblement son avenir. Les dépendances actuelles, les recompositions des alliances et la concurrence autour des nouvelles filières énergétiques représentent autant de risques que d'opportunités. La question centrale n'est donc pas seulement de savoir comment la Tunisie peut sécuriser son approvisionnement, mais comment elle peut utiliser la transformation du système énergétique pour renforcer sa souveraineté économique et accélérer son développement.

Trois impératifs doivent guider l'action : **hiérarchiser les priorités nationales, construire des partenariats équilibrés et capter davantage de valeur ajoutée sur le territoire tunisien.** La transition énergétique ne pourra devenir un véritable levier de développement que si elle s'accompagne d'investissements productifs, d'une transformation industrielle, d'un renforcement des compétences et d'une gouvernance crédible.

L'enjeu, pour la Tunisie, est de ne pas rester à la périphérie des nouvelles chaînes de valeur énergétiques, en se limitant à l'importation d'énergie ou à l'exportation de ressources. Il est de construire une position dans laquelle l'énergie soutient la compétitivité des entreprises, attire les investissements, favorise l'innovation et élargit les marges de décision du pays.